

Géopolitique du Vatican, la volonté de l'influence

dimanche 2 mars 2014, par [Jean-Baptiste NOE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Jean-Baptiste NOE](#), **Géopolitique du Vatican, la volonté de l'influence**, *Diploweb.com*

: *la revue géopolitique*, 2 mars 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

De Benoît XVI à François, c'est la continuité qui est la clef de compréhension de la géopolitique vaticane. Face à un monde qui lui semble hostile, qui est tenté soit par la sécularisation soit par l'islamisme, le Vatican a décidé d'axer son discours sur la défense de la liberté religieuse et de l'humanisme intégral. Ce discours compréhensible, à défaut d'être reçu, permet au Saint-Siège d'être une grande puissance diplomatique, et de maintenir ses intérêts à travers le monde.

RARE sont les États qui ont une politique mondiale, c'est-à-dire qui ont des intérêts diplomatiques et géopolitiques sur l'ensemble des continents. [Les États-Unis](#), [l'Angleterre](#), [la France](#) figurent parmi cette courte liste, de par leur histoire et leur capacité de déploiement militaire. [La Russie](#), au temps de l'URSS, y prétendait aussi. Dans cette courte liste figure un État souvent oublié et pourtant omniprésent dans les relations internationales, à savoir l'État du Vatican. C'est un des plus anciens États du [monde](#), puisqu'il existe formellement depuis 754 et la donation au pape par le roi des Francs Pépin le Bref d'un territoire conquis sur les Lombards, donation confirmée par Charlemagne en 774. [L'État du Vatican](#) a vu ses territoires évoluer au gré des guerres italiennes et des conquêtes, avant de perdre sa souveraineté territoriale en 1870, suite à l'invasion de Rome par les troupes du roi d'Italie. Cette souveraineté territoriale a été retrouvée en 1929, avec les accords du Latran, accordant au Vatican un territoire de 44 ha.

Ce n'est donc pas sa géographie qui fonde [sa puissance](#), ni son économie, et encore moins sa démographie et ses ressources naturelles. Sa présence géopolitique et sa puissance diplomatique résident dans la force spirituelle et culturelle d'un État qui, tout en représentant les catholiques du monde, arrive à parler au monde entier. [Le Vatican a une véritable volonté de puissance, qui repose sur une organisation mondiale et une intégration de plus en plus forte dans les réseaux internationaux.](#)



Relations diplomatiques du Saint-Siège

Cliquer sur la vignette pour voir [la carte](#). Celle-ci, réalisée par Roberto Gimeno et l'atelier de cartographie de SciencesPo est extraite du n°28 de [Questions internationales](#)

I. Une volonté d'influence toujours réaffirmée

Une active représentation diplomatique

Sans remonter à la naissance complexe de la représentation diplomatique, que les historiens datent du XVI^e siècle, on constate que le Vatican a été un des premiers États d'Europe à disposer d'une représentation diplomatique permanente à la cour des principaux rois. Les nonces apostoliques ont œuvré à la fois à l'édification du réseau diplomatique, et à la structuration des relations internationales des pays d'Europe. Le congrès de Vienne de 1815 leur a reconnu le statut de doyen du corps diplomatique, qu'ils ont encore aujourd'hui. C'est cette longue tradition qui fait du Saint-Siège un sujet souverain de droit international qui, en 2013, entretient des relations bilatérales avec 179 États, et des relations multilatérales avec les différentes agences des Nations-Unis. Le Saint-Siège possède en effet un représentant permanent à l'ONU comme à l'UNESCO. Vu le nombre important de diplomates résidants près le Saint-Siège, on comprend que ces relations diplomatiques dépassent largement le cadre du monde catholique, et que le Vatican s'intéresse aux affaires mondiales y compris dans des régions où les catholiques sont très peu présents. C'est ainsi qu'en juin 2013, le pape François a reçu les lettres de créance du nouvel ambassadeur de la [République islamique d'Iran](#), alors même que, selon l'ONG Aide à l'Église en Détresse (AED), [les catholiques ne représentent que 0.03% de la population iranienne](#).

La stabilité géopolitique d'un État hors-norme

Alors que beaucoup d'États, notamment démocratiques, conçoivent leur politique dans la rupture et le changement, au moins d'un point de vue rhétorique, le Vatican s'inscrit au contraire dans la continuité.

Si le Vatican est capable d'entretenir des relations diplomatiques avec autant de pays, c'est qu'il a pour lui sa spécificité politique hors-norme. Alors que beaucoup d'États, notamment démocratiques, conçoivent leur politique dans la rupture et le changement, au moins d'un point de vue rhétorique, le Vatican s'inscrit au contraire dans la continuité. Aucun pape n'essaye de rompre avec la politique de son prédécesseur, car la théologie catholique, et la vision du monde de la papauté ne s'inscrivent pas dans la rupture, mais dans la transmission. Il peut bien sûr y avoir des inflexions, en fonction du caractère des papes, des circonstances du moment, mais la diplomatie vaticane est d'une très grande stabilité, ce qui en facilite la compréhension et l'étude. Inutile donc de chercher des contradictions ou des oppositions entre Benoît XVI (pape de 2005 à 2013) et François (pape depuis mars 2013), si ce n'est peut-être dans le style.

De même, le pape jouit-il d'une très grande liberté d'action dans sa politique extérieure. D'un strict point de vue de sa définition politique, le Vatican est une monarchie absolue élective de droit divin. Le pape n'est redevable à aucun électeur, il ne doit contenter aucune majorité, il ne cherche à se concilier aucun parlement.

Le mode d'élection favorise aussi grandement la continuité politique. Élu par un collège de cardinaux électeurs, eux-mêmes nommés par le pape, le Souverain Pontife est donc forcément issu d'un sérail restreint qui ne cherche pas à représenter la diversité catholique. C'est pourquoi les cartes représentant le pourcentage de catholiques à travers le monde n'ont pas de sens politique, le Vatican n'étant pas une démocratie. En octobre 2013, sur un total de 201 cardinaux, 110 sont Européens, soit 55%, et 47 sont Italiens, soit 23%. Cette représentation cardinalice n'est pas conforme à la répartition géographique des catholiques dans le monde. Elle est en revanche conforme à l'histoire et à l'imprégnation culturelle du catholicisme. Dans sa conception géopolitique, le Vatican fait primer l'histoire sur la géographie. C'est pourquoi il n'y a pas lieu à sur interpréter l'origine géographique des papes (Allemagne pour Benoît XVI, Argentine pour François). Nous verrons ultérieurement les applications concrètes de cette conception.

Stabilité politique donc, car les papes se perçoivent comme les transmetteurs d'un dogme qu'ils n'ont pas défini, ce qu'ils appellent « le dépôt de la foi », qu'ils n'ont pas le pouvoir de changer ou de modifier, et qu'ils ne peuvent qu'expliquer ou éclairer d'un jour nouveau, en fonction des besoins des temps. Cela explique le décalage et l'incompréhension parfois grande entre une opinion mondiale qui estime certains dogmes dépassés, et l'attitude des papes qui répètent n'avoir ni le pouvoir ni l'autorité pour modifier ces dogmes. Mais cela explique aussi la stabilité remarquable d'un État qui existe depuis presque 2000 ans, qui a traversé des tempêtes et des temps très durs, et qui a triomphé de tous ses ennemis qui voulaient l'abattre, comme au XXe siècle les idéologies nazies et marxistes. Cette continuité historique et temporelle est l'autre trait spécifique de la géopolitique vaticane.

Ceci dit, il est possible de dégager des défis auxquels le Vatican est actuellement confronté. Pays attaché à l'histoire, nous l'avons dit, le Vatican est un État qui produit énormément de textes et de documents écrits. Pour l'historien, la difficulté n'est donc pas de trouver des documents, mais de les trier et de les sélectionner. Au regard des discours et des interventions des deux derniers papes (Benoît XVI et François), nous constatons que la diplomatie actuelle du Vatican est orientée vers la lutte contre les idéologies séculières, que ce soit des idées politiques qui se veulent religion, ou des idées religieuses qui se veulent politique.

En effet, en ce début de XXIe siècle, le Vatican affronte deux dangers qui portent atteinte à sa prédominance. D'un côté, la volonté de certains États, notamment européens, de se séculariser, c'est-à-dire de substituer à une religion surnaturelle une religion politique ; de l'autre la relation tendue avec l'islam, dont la forme radicale et politisée actuelle, l'islamisme, cherche à éradiquer le catholicisme dans les pays où l'islam est majoritaire.

L'opposition à la dictature du relativisme : l'humanisme intégral

Le pape Benoît XVI a axé son pontificat dans l'opposition frontale à ces deux tendances politiques. En dénonçant la dictature du relativisme dans une homélie prononcée peu de temps avant l'ouverture du conclave de 2005, il a à la fois assuré son élection comme pape, et défini sa ligne pontificale. Alors que le Saint-Siège, au début des années 1990, sortait victorieux de sa lutte contre le marxisme, et qu'il pouvait s'attribuer le mérite principal de la victoire finale, il a dû affronter l'opposition des pays développés dans leur volonté d'établir un monde fondé sur la seule performance économique, et la jouissance des plaisirs matériels ; conception très éloignée de la vision spirituelle du Vatican.

Ce qui a pu apparaître d'abord comme un discours vain a pris un relief beaucoup plus actuel avec la crise économique débutée en 2008.

Le pape n'a cessé de dénoncer la dictature de l'argent, le culte des fausses idoles, c'est-à-dire, dans le langage pontifical, les plaisirs strictement matériels, la réduction de l'homme à l'état de pur agent économique, reniant sa dimension humaine. Ce qui a pu apparaître d'abord comme un discours vain a pris un relief beaucoup plus actuel avec la crise économique débutée en 2008. Le hasard a fait que quelques jours après la faillite de Lehmann Brothers (septembre 2008), Benoît XVI était en voyage en France, un voyage prévu de longue date, et que dans l'homélie prononcée lors de la messe célébrée sur l'esplanade des Invalides (le 13 septembre 2008), il a pu s'en prendre au culte des fausses idoles. Par le truchement des événements économiques, la diplomatie pontificale était d'un coup recentrée au cœur de l'actualité.

La diplomatie pontificale repose en effet sur un concept majeur, qui est celui de l'humanisme intégral, selon la définition de Jacques Maritain, qui fut notamment ambassadeur de France près le Saint-Siège (1945-1948). **L'humanisme intégral vise à développer l'homme dans sa totalité, c'est-à-dire non seulement promouvoir le développement économique et matériel, mais aussi permettre le développement culturel et spirituel de l'homme.** Peu importe ce que l'on pense de ce concept, c'est en tout cas cela que la diplomatie vaticane cherche à promouvoir, et qu'elle défend à travers toutes les institutions internationales où elle est présente. Cette position diplomatique ne visant pas à l'hégémonie, on comprend qu'elle puisse être entendue par des pays très variés, et qu'elle reçoive l'assentiment d'États qui ne partagent en rien les options spirituelles de la papauté.

Le rappel des racines culturelles

Pour maintenir ses positions dans une Europe qui s'effrite, le Vatican a choisi également de rappeler sans cesse l'origine culturelle de l'Europe, à travers la mention de ses racines chrétiennes. Ces mentions ont été l'un des échecs majeurs de la diplomatie vaticane au cours de la décennie 2000. Au moment de la rédaction du projet de constitution pour l'Union Européenne, texte rédigé sous la houlette de l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, le Vatican n'a eu de cesse de demander que soit inscrite la référence aux racines chrétiennes de l'Europe. Cette mention a trouvé l'opposition farouche du président français d'alors Jacques Chirac, pour une fois d'accord avec son adversaire politique de toujours. Jean-Paul II n'a pas obtenu gain de cause, et cette mention n'a pas été inscrite. Ce premier round diplomatique s'est donc soldé par un échec pour le Vatican. Le deuxième round a été plus fructueux, puisque le texte constitutionnel a été rejeté par une large majorité des Français en mai 2005, avec 54.6% de non. Si les raisons de ce vote sont multiples, la non mention de l'héritage chrétien a pesé en partie.

Le troisième round s'est tenu à Paris, en septembre 2008. Lors de sa visite en France, le pape Benoît XVI a prononcé un discours de haut vol sur l'imprégnation culturelle du christianisme en Europe, discours prononcé dans l'enceinte du collège des Bernardins. Parmi les invités, les deux anciens présidents français, principaux opposants à la mention de l'héritage chrétien. Dans ce discours, le pape a notamment rappelé l'importance de la liberté religieuse en Europe.

La défense de la liberté religieuse

Lorsque le concile Vatican II a expliqué et promu le concept de liberté religieuse, cela fut incompris par une grande partie des catholiques, car cela semblait contrevenir aux positions antérieures de l'Église. Contradiction apparente seulement, car la liberté religieuse a été défendue par les papes bien avant le concile. Mais cette notion se révèle une arme redoutable entre les mains de la diplomatie vaticane. C'est au nom de la liberté religieuse que Jean-Paul II a demandé à ce que les chrétiens puissent pratiquer leur foi dans les pays communistes. Il y avait là une contradiction forte portée contre le système soviétique, et cela a participé à sa chute.

En défendant la liberté religieuse contre les religions séculières, Benoît XVI a espéré lutter contre ce qu'il a défini comme étant la dictature du relativisme, et contre la prétention des États modernes à régenter la vie spirituelle des individus. Il a eu l'occasion de développer ce thème lors de discours très importants, comme en Angleterre (2010) ou au Bundestag (2011).

Mais c'est contre l'islamisme que la liberté religieuse trouve son expression la plus absolue, et qu'elle devient l'arme diplomatique la plus redoutable et la plus subtile. En demandant à ce que les chrétiens puissent pratiquer librement leur foi dans les pays musulmans, que ce soit les chrétiens présents avant l'arrivée de l'islam, comme en Terre-Sainte, ou que ce soit pour les chrétiens venus travailler en terre musulmane, comme les Philippins d'Arabie Saoudite, en demandant aussi que les musulmans puissent changer librement de foi et se convertir au christianisme, Benoît XVI a porté un rude coup à l'idéologie islamiste. Cela ne peut pas être accepté sans ruiner l'islamisme et, si les islamistes la refusent, ils se mettent au ban du concert des nations. En rappelant aussi que la religion est incompatible avec la violence guerrière menée en son nom (discours de Ratisbonne, 2006), Benoît XVI a également voulu dissocier l'islamisme de son ressort guerrier. Si cela lui a valu les amitiés des dirigeants musulmans modérés, il a en revanche attisé les haines des groupes terroristes, comme en témoigne le sauvage assassinat du représentant pontifical en Turquie Mgr Padovese en 2010, et les épurations des chrétiens d'Irak et de Syrie.

II. Une organisation en cours de réforme

Le Vatican peut déployer sa volonté d'influence grâce à une organisation structurée et présente mondialement. En plus de son organisation diplomatique déjà mentionnée, le Vatican dispose de tout un réseau d'action sociale et humanitaire qui lui permet d'être présent dans des pays où le christianisme est minoritaire. Mais, et c'est là un des principaux changements entre 2008 et 2014, l'organisation vaticane est en cours de réorganisation à des niveaux multiples de sa structuration.

La réforme de l'action sociale

Si le Vatican ne dispose pas d'armée militaire, corollaire indispensable de la puissance, il peut en revanche s'appuyer sur une armée humanitaire qu'aucun État au monde ne possède.

L'Église gère environ 210 000 écoles et 1 700 universités à travers le monde. Avec elles, c'est la formation intellectuelle de la jeunesse qui est recherchée. La plupart des élèves fréquentant

ces établissements n'étant pas chrétiens, le Vatican touche ainsi une génération à venir, selon les principes du *smart power* définis par Joseph Nye. A cette œuvre scolaire, il faut ajouter les œuvres de santé, de formation professionnelle, d'entraide sociale, à travers le monde entier, via des ONG comme le Secours catholique, l'Aide à l'Église en Détresse, ou l'Ordre souverain de Malte. Aucun État ne peut se prévaloir d'un tel réseau d'action et d'influence mondial. Le Vatican a ainsi la capacité d'être informé de ce qui se passe dans les campagnes profondes des pays africains, comme dans les banlieues populeuses d'Inde ou des villes d'Amérique latine. Nul besoin d'espions pour connaître la vie interne des pays, les paroisses et les associations permettent de faire remonter de précieuses informations, au grand dam de certaines autorités politiques qui n'hésitent pas à les contrecarrer, comme en Chine et au Vietnam.

Le recadrage de l'action sociale

Benoît XVI a réorienté le réseau de la Caritas international en changeant son directeur, et en lui demandant d'être plus fidèle à Rome, de ne pas se centrer uniquement sur l'action sociale, mais aussi sur la diffusion du christianisme dans leur pays d'intervention. Cette action, que d'aucuns ont jugé ferme, a été confirmée par le pape François à peine élu. Il s'agit bien d'une réforme de l'organisation humanitaire pour la replacer dans l'optique de l'influence romaine.

La réforme de l'Institut des Œuvres Religieuses (IOR)

Le Vatican a dû affronter les critiques sur l'opacité de la banque vaticane, l'Institut des Œuvres Religieuses (IOR). Benoît XVI s'était attaché à la réforme de l'institut, mais sans succès réel. Ce dossier a été repris par son successeur dès son élection. Un nouveau président a été nommé, en la personne d'Ernst von Freyberg, et une commission de cardinaux a été créée pour proposer des réformes en profondeur. L'institut a veillé à se mettre aux normes financières internationales pour faire taire les critiques d'opacité et de blanchiment d'argent qui lui étaient adressées. Ces efforts de réforme et de transparence ont été ponctués de succès. L'IOR a ouvert un site internet plurilingue pour présenter l'institut, et pour diffuser le rapport annuel sur les activités financières. En octobre 2013 l'agence de notation Standard Ethics a salué ces efforts en relevant la note du Vatican de EE- à EE, ce qui correspond à la situation d'Etats comme l'Italie ou la Pologne.

La réforme de la Curie

Mais la réforme la plus attendue par les commentateurs et certains cardinaux est celle de la curie romaine. Benoît XVI s'y était essayé, sans changement notable. Ce thème a été longuement évoqué avant l'ouverture du conclave, et le pape François s'y est attaché dès son élection. Un groupe de huit cardinaux a été formé pour faire des propositions de réforme, sans que des réalisations concrètes aient été faites fin 2013.

III. Une logique de réseaux qui s'adapte aux enjeux nouveaux

Volonté d'influence, organisation cohérente de puissance, le Vatican a tous les éléments de la présence géopolitique. A cela, il ajoute une présence sur les réseaux mondiaux afin de faire porter sa voix dans les instances internationales. Ces réseaux étant en changement constant, il

lui faut sans cesse les adapter et les moderniser pour maintenir son rang et sa présence.

La diplomatie du cyber

En 2014, une diplomatie digne de ce nom ne peut se faire sans tenir compte de l'importance du cyber et de l'internet. Ce sixième continent, comme l'a nommé Jean-Paul II, fait l'objet d'une grande attention. Benoît XVI a ainsi été le premier pape à avoir un compte Twitter, ouvert en décembre 2012, envoyant des messages dans les principales langues mondiales. Le pape François en a fait un véritable outil de communication en publiant des messages quotidiens. En octobre 2013, il comptait 10 millions d'abonnés, toutes langues confondues. Selon Twiplomacy, le pape est le deuxième leader mondial le plus suivi, le premier étant Barack Obama, mais c'est le plus influent, car ses tweets sont les plus repris par les abonnés : 11,1 fois en moyenne, contre 2,3 fois pour Obama.

Le site internet du Vatican, en six langues, est non seulement un objet institutionnel, mais surtout un élément de sa puissance. Puisque la presse mondiale est jugée plutôt opposée à la parole papale, il est un moyen de passer au-delà en diffusant directement les discours et les textes pontificaux sur les sites et les réseaux sociaux. Le relais de multiples catholiques à travers le monde a permis lui aussi de propager ce message, pour étendre toujours plus la puissance vaticane. Fin 2013, ce sont 10,2 millions de visiteurs qui viennent chaque mois sur l'ensemble des pages vatican.va.

Conclusion

De Benoît XVI à François, c'est la continuité qui est la clef de compréhension de la géopolitique vaticane. Face à un monde qui lui semble hostile, qui est tenté soit par la sécularisation soit par l'islamisme, le Vatican a décidé d'axer son discours sur la défense de la liberté religieuse et de l'humanisme intégral. Ce discours compréhensible, à défaut d'être reçu, permet au Saint-Siège d'être une grande puissance diplomatique, et de maintenir ses intérêts à travers le monde. L'établissement de relations diplomatiques avec la Russie en 2010, ancien opposant orthodoxe puis communiste, témoigne d'une nouvelle dimension prise par la géopolitique vaticane en ce début de XXI^e siècle, dont l'Europe est plus que jamais l'enjeu, la clef et l'avenir.

Copyright Mars 2013-Noé/Diploweb.com

P.-S.

Historien, professeur au lycée Hautefeuille.